



ERRATUM

**Sous-commission paritaire des scieries et indus-
tries connexes**

**CCT n° 149446/CO/125.02
du 30/11/2018**

Correction du texte néerlandais :

- A l'article 1^{er} « **42816/CO/125.02** » doit être ajouté après « 1er oktober 1996 ».
- L'article 7 des statuts du fonds doit être corrigé comme suit : « Deze bijdrage wordt geïnd en ~~ingevoerd~~ **ingevorderd** door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, die **deze** op haar beurt zal doorstorten aan het ~~fonds voor bestaanszekerheid, genaamd de~~ Fonds voor bestaanszekerheid van de zagerijen en aanverwante nijverheden. »

ERRATUM

**Subcomité voor de zagerijen en aanverwante
nijverheden**

**CAO nr. 149446/CO/125.02
van 30/11/2018**

Verbetering van de Nederlandstalige tekst :

- In artikel 1 moet « **42816/CO/125.02** » ingevoerd worden na « 1er oktober 1996 ».
- Artikel 7 van de statuten van het fonds moet als volgt verbeterd worden : « Deze bijdrage wordt geïnd en ~~ingevoerd~~ **ingevorderd** door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, die **deze** op haar beurt zal doorstorten aan het ~~fonds voor bestaanszekerheid, genaamd de~~ Fonds voor bestaanszekerheid van de zagerijen en aanverwante nijverheden. »

Correction dans les deux langues :

- L'article 8 doit être corrigé comme suit : « « (...) Les règles de perception, de recouvrement et de prescription relatives aux cotisations de sécurité d'existence sont les mêmes que celles applicables aux cotisations **de sécurité sociale** ordinaires. Les cotisations sont dues trimestriellement au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre concerné et en cas de paiement tardif, une majoration de 10 % et un intérêt de retard de 7 % seront appliqués. En ce qui concerne le recouvrement des arriérés, l'ONSS est chargé de procéder au recouvrement des cotisations que les employeurs assujettis n'ont pas payées dans le délai réglementaire. Avant de procéder au recouvrement judiciaire, l'ONSS met tout en œuvre pour obtenir le paiement des cotisations dues par la voie administrative. La phase judiciaire est par conséquent précédée d'une phase administrative. »

- A l'article 22 des statuts du fonds, la référence à l'« article 14 » doit être remplacée par « article 13 ».

Décision du

Verbetering in beide talen :

- Artikel 8 moet als volgt verbeterd worden : « (...) Dit betekent dat inzake inning, invordering en verjaring, voor de **bestaanszekerheidsbijdrage** dezelfde regels moeten gelden als voor de gewone socialezekerheidsbijdragen, dit wil zeggen dat zij driemaandelijks verschuldigd is uiterlijk de laatste dag van de maand volgend op het kwartaal en dat er bij laattijdige betaling een bijdrageopslag van 10 % en een verwijlinterest van 7 % wordt aangerekend. In verband met het navorderen van deze achterstallen is het zo dat de RSZ als taak heeft de bijdragen na te vorderen die niet binnen de reglementaire **termijn** wijze door de bijdrageplichtige werkgevers betaald werden. Vooraleer tot rechtsvervolging over te gaan stelt **hij de RSZ** alles in het werk om langs administratieve weg de betaling van de verschuldigde bijdrage te verkrijgen. De gerechtelijke fase wordt dus voorafgegaan door een bestuurlijke fase. »

- In artikel 22 van de statuten van het fonds, moet de verwijzing naar « artikel 14 » vervangen worden door « artikel 13 ».

Beslissing van

11-02-2019

Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes
Convention collective de travail du 30 novembre 2018

Modification et coordination des statuts du "Fonds de sécurité d'existence des scieries et industries connexes"

* 42816/CO/12502

Article 1^{er}. La Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes, en application de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, modifie et coordonne les statuts du "Fonds de sécurité d'existence des scieries et industries connexes" (institué par convention collective de travail du 1^{er} octobre 1996,* conclue au sein de la Sous-commission paritaire pour les scieries et industries connexes et rendue obligatoire par arrêté royal du 20 mai 1997 ; cf. Moniteur belge du 6 septembre 1997), comme exposé ci-après.

Art. 2. La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs, ressortissant à la Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes, et aux ouvriers qu'ils occupent.

Par "ouvriers" on entend les ouvriers et ouvrières.

Art. 3. La présente convention collective de travail remplace la CCT du 21 septembre 2017 (142289/CO/125.02). Elle entre en vigueur le 1^{er} avril 2019 et est conclue pour une durée indéterminée. Elle peut être dénoncée par chacune des parties moyennant un préavis d'au moins 6 mois et expirant le 31 décembre, adressé par lettre recommandée au Président de la Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes.

STATUTS MODIFIES ET COORDONNES :

CHAPITRE Ier. - Institution et siège

Article 1^{er}. Il est institué à partir du 1er janvier 1996 un fonds de sécurité d'existence, dénommé "Fonds de sécurité d'existence des scieries et industries connexes".

Art. 2. Le siège social du Fonds est établi rue de Birmingham 225 à 1070 Anderlecht.

CHAPITRE II. - Missions

Art. 3. Le Fonds a pour objet d'assurer le financement, l'octroi et la liquidation d'avantages complémentaires fixés par la Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes en faveur des ouvriers du secteur.

Le Fonds a également pour mission :

- de financer et/ou organiser la formation professionnelle et/ou sociale des travailleurs et des jeunes;
- de promouvoir les initiatives pour la formation et l'emploi de "groupes à risque".
- de percevoir des cotisations attribuées aux organismes de défense de la profession et de les redistribuer.

CHAPITRE III. - Financement

Art. 4. Les moyens financiers du Fonds se composent de cotisations versées par les employeurs occupant les ouvriers visés à l'article 3.

Art. 5. Les cotisations sont fixées par conventions collectives de travail conclues au sein de la Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes.

Art. 6. L'exercice commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre.

Art. 7. les cotisations sont perçues et recouvrées par l'Office National de Sécurité Sociale, qui, à son tour, les versera au Fonds de Sécurité d'Existence des scieries et industries connexes.

Il s'agit des cotisations qui financent les missions du fonds et aussi les cotisations à verser à Hout Info Bois asbl, à la Confédération Belge du Bois et à la Fédération nationale des scieries (F.N.S).

Art. 8. La base légale qui permet de confier la perception de cotisations de sécurité d'existence à l'ONSS réside à l'article 6 de la loi de sécurité sociale du 27.6.1969 et à l'article 7 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence. Les règles de perception, de recouvrement et de prescription relatives aux cotisations de sécurité d'existence sont les mêmes que celles applicables aux cotisations ordinaires. Les cotisations sont dues ^{* de sécurité sociale} trimestriellement au plus tard le dernier jour du mois qui suit le trimestre concerné et en cas de paiement tardif, une majoration de 10% et un intérêt de retard de 7% seront appliqués. En ce qui concerne le recouvrement des arriérés, l'ONSS est chargé de procéder au recouvrement des cotisations que les employeurs assujettis n'ont pas payées dans le délai réglementaire. Avant de procéder au recouvrement judiciaire, l'ONSS met tout en oeuvre pour obtenir le paiement des cotisations dues par la voie administrative. La phase judiciaire est par conséquent précédée d'une phase administrative.

Art. 9. Les cotisations trimestrielles sont calculées sur base des déclarations trimestrielles que l'employeur doit transmettre à l'office national de sécurité sociale au plus tard le dernier jour du mois suivant le trimestre écoulé.

CHAPITRE IV. – Nature et modalités d'octroi et liquidation des avantages complémentaires

Art. 10. Les ouvriers visés à l'article 3 ont droit à des avantages complémentaires, dont le montant, les conditions d'octroi et les modalités de liquidation sont fixés par conventions collectives de travail conclues au sein de la Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes.

Art. 10 Bis. Les avantages sociaux accordés par le Fonds sont les suivants :

Avantages aux travailleurs :

- 1) Allocation complémentaire de sécurité d'existence
- 2) Indemnité complémentaire de prépension
- 3) Prime d'ancienneté
- 4) Prime de fin d'année
- 5) Indemnité forfaitaire de licenciement
- 6) Prime « Nouveau venu dans le secteur »
- 7) Indemnité de formation permanente
- 8) Prime syndicale

Avantage aux employeurs :

- 1) Indemnité de formation

Art. 11. En aucun cas la liquidation des avantages complémentaires aux ouvriers ne peut être subordonnée au versement par l'employeur des cotisations qui lui incombent.

Art. 11 Bis. Les avantages octroyés sont gratuits pour les bénéficiaires. Aucun frais ne peut être mis à charge du bénéficiaire d'une manière ou d'une autre.

Art. 12. Le Fonds peut également intervenir, en tout ou en partie, pour couvrir des frais de formation professionnelle et/ou sociale en application des conventions collectives de travail sectorielles.

CHAPITRE V. - Gestion

Art. 13. Le Fonds est géré par un comité paritaire de gestion composé de quatre membres effectifs qui sont les administrateurs du fonds.

La moitié des membres est désignée par et parmi les membres de la Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes qui ont été nommés sur présentation de la Fédération Nationale des Scieries, l'autre moitié des membres est désignée par et parmi les membres de ladite Sous-commission paritaire qui représentent les ouvriers de ce secteur. Les membres du comité paritaire de gestion sont désignés pour le même terme que celui de leur mandat de membre de la Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes. En cas d'empêchement momentanée, le membre suppléant désigné remplace le membre effectif et en exerce les attributions.

La fonction du membre effectif du comité paritaire de gestion échet par démission, par décès ou lorsque le mandat de membre de la Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes prend fin ou par démission donnée par l'organisation concernée. Le nouveau membre achève le mandat de celui qu'il remplace.

Les mandats des membres dans le comité paritaire de gestion sont renouvelables dans les mêmes conditions que celles où ils ont été désignés.

Art. 14. Les administrateurs du Fonds ne contractent aucune obligation personnelle relative aux engagements du Fonds. Leur responsabilité se limite à l'exécution de leur mandat de gestion.

Art. 15. Le comité paritaire de gestion compte un Président et un Vice-Président.

La Présidence et la Vice-Présidence sont organisées en alternance entre les organisations des employeurs d'une part et les organisations des travailleurs d'autre part et la durée d'un mandat est de 3 ans.

Art. 16. Le comité paritaire de gestion est investi des pouvoirs les plus étendus pour la gestion et l'administration du Fonds sans préjudice toutefois de ceux réservés à la Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes par la loi ou par les présents statuts. Le comité paritaire de gestion peut déléguer une partie de ses pouvoirs à un directeur ou à tout mandataire de son choix.

Le comité paritaire de gestion a notamment pour mission :

1. de procéder à l'engagement et au licenciement du personnel du Fonds;
2. de contrôler et de prendre toute disposition nécessaire pour l'exécution des présents statuts;
3. de déterminer les frais d'administration ainsi que la quotité des recettes annuelles qui serviront à couvrir ceux-ci;
4. de se prononcer souverainement sur tout cas particulier qui lui serait soumis en application

d'une convention collective de travail sectorielle, s'inscrivant dans le cadre des missions du Fonds;

5. de faire rapport par écrit à la Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes chaque année au cours du mois de juin sur l'accomplissement de sa mission.

Le Directeur a notamment pour mission :

1. La préparation de l'ordre du jour des réunions

2. L'invitation des membres effectifs et suppléants du comité paritaire de gestion ;

l'invitation, l'ordre du jour et les documents éventuels sont envoyés par courrier ordinaire ou par courriel électronique au minimum 5 jours ouvrables avant ladite réunion.

3. La rédaction et la distribution du compte rendu de la réunion aux membres effectifs et suppléants au maximum un mois après ladite réunion.

Art. 17. Le comité paritaire de gestion se réunit au moins deux fois par an, soit sur convocation du président agissant d'office, soit sur convocation du directeur du Fonds, à la demande d'une des organisations représentatives.

Art. 18. Le directeur du Fonds assiste de droit aux séances du comité paritaire de gestion et en assume le secrétariat. Il n'a pas voix délibérative.

Art. 19. Le comité paritaire de gestion ne peut délibérer et statuer valablement que si chaque organisation représentative est présente.

Les décisions du comité paritaire de gestion sont prises à l'unanimité des voix des membres présents.

Les membres effectifs et les membres suppléants qui siègent en remplacement des membres effectifs ont seuls voix délibérative.

CHAPITRE VI. - Contrôle

Art. 20. En conformité avec l'article 12 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les fonds de sécurité d'existence, la Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes désigne un ou plusieurs experts-comptables, en vue de contrôler la gestion comptable du Fonds.

Il fait rapport à la Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes sur sa mission, au moins une fois par an, au mois de juin.

En outre, il informe régulièrement le comité paritaire de gestion du Fonds du résultat de ses investigations et lui présente les recommandations qu'il juge utiles.

CHAPITRE VII. - Bilan et comptes

Art. 21. Chaque année, à la date du 31 décembre, les bilans et comptes de l'exercice écoulé sont arrêtés.

CHAPITRE VIII. - Dissolution et liquidation

Art. 22. La dissolution du Fonds peut être prononcée par la Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes. Celle-ci décide de la destination des biens et valeurs du fonds après acquittement du passif en donnant à ces biens et valeurs une affectation conforme à l'objet en vue duquel le Fonds a été créé. La Sous-commission paritaire des scieries et industries connexes désigne comme liquidateurs, les membres effectifs du comité paritaire de gestion prévus à l'article 14. 13

CHAPITRE IX. – Compétence en cas de litiges

Art. 23. En cas de litige entre les représentants des ouvriers et des employeurs, intervient d'abord une médiation en Commission Paritaire.

Si la médiation n'aboutit pas, il appartiendra alors au tribunal du travail du siège du fonds de statuer sur les litiges relatifs aux droits et aux obligations résultant de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence.

Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden
Collectieve arbeidsovereenkomst van 30 november 2018 :

Wijziging en coördinatie van de statuten van het "Fonds voor bestaanszekerheid van de zagerijen en aanverwante nijverheden"

Artikel 1. Het Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden, met toepassing van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, wijzigt en coördineert de statuten van het "Fonds voor bestaanszekerheid van de zagerijen en aanverwante nijverheden" (opgericht bij collectieve arbeidsovereenkomst van 1 oktober 1996, 428 16/CO/125, gesloten in het Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden en algemeen bindend verklaard krachtens Koninklijk Besluit van 20 mei 1997 (Belgisch Staatsblad van 6 september 1997) zoals hierna uiteengezet. ⁰²

Art. 2. Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers die ressorteren onder het Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden en op de werklieden die zij tewerkstellen.

Met "werklieden" bedoelt men de werklieden en werksters.

Art. 3. Deze collectieve arbeidsovereenkomst vervangt de CAO van 21 september 2017 (142289/CO/125.02). Zij treedt in werking op 1 april 2019 en is gesloten voor onbepaalde tijd. Zij kan door elk van de partijen worden opgezegd mits een opzegging van minstens zes maanden en eindigend op 31 december, betekend bij aangetekende brief, gericht aan de Voorzitter van het Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden.

GEWIJZIGDE EN GECOÖRDONEERDE STATUTENHOOFDSTUK I. - Oprichting en zetel

Artikel 1. Op 1 januari 1996 wordt een fonds voor bestaanszekerheid opgericht, "Fonds voor bestaanszekerheid van de zagerijen en aanverwante nijverheden" genaamd.

Art. 2. De maatschappelijke zetel van het Fonds is gevestigd Birminghamstraat 225 te 1070 Anderlecht

HOOFDSTUK II. - Opdrachten

Art. 3. Het Fonds heeft tot doel te zorgen voor de financiering, toekenning en uitkering van aanvullende voordelen die worden vastgesteld door het Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden ten voordele van de werklieden van de sector.

Het Fonds heeft eveneens tot opdracht :

- het financieren en/of organiseren van de beroepsopleiding en/of sociale vorming van de werknemers en jongeren;
- het bevorderen van initiatieven voor de opleiding en tewerkstelling van "risicogroepen".
- de bijdragen toegekend aan de organen ter bescherming van het beroep te ontvangen en ze te herverdelen.

HOOFDSTUK III. - Financiering

Art. 4. De geldmiddelen van het Fonds bestaan uit bijdragen gestort door de werkgevers die de in artikel 3 bedoelde werklieden tewerkstellen.

Art. 5. De bijdragen worden vastgesteld bij collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden.

Art. 6. Het dienstjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december.

Art. 7. Deze bijdrage wordt geïnd en ^{ingevoerd} door de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid, die ^{deze} op haar beurt zal doorstorten aan het ~~fonds voor bestaanszekerheid~~, genaamd Fonds voor bestaanszekerheid van de zagerijen en aanverwante nijverheden.

Het gaat om de bijdragen die de opdrachten van het fonds financieren en eveneens de bijdragen om aan het vzw Hout Info Bois, de Belgische Houtconfederatie en de Nationale Federatie der Zagerijen (NFZ) te betalen.

Art. 8. De wettelijke basis waardoor de RSZ belast kan worden met de inning van een bestaanszekerheidsbijdrage is vastgelegd in artikel 6 van de socialezekerheidswet van 27.6.1969 en in artikel 7 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor ~~bestaanszekerheid~~ bestaanszekerheid. Dit betekent dat inzake inning, invordering en verjaring, voor de bijdrage dezelfde regels moeten gelden als voor de gewone socialezekerheidsbijdragen, d.w.z. dat zij driemaandelijks verschuldigd is uiterlijk de laatste dag van de maand volgend op het kwartaal en dat er bij laattijdige betaling een bijdrageopslag van 10 % en een verwijlrent van 7 % wordt aangerekend. In verband met het navorderen van deze achterstallen is het zo dat de RSZ als taak heeft de bijdragen na te vorderen die niet binnen de reglementaire ^{* termijn} wijze door de bijdrageplichtige werkgevers betaald werden. Vooraleer tot rechtsvervolgung over te gaan stelt ^{de RSZ} hij alles in het werk om langs administratieve weg de betaling van de verschuldigde bijdrage te verkrijgen. De gerechtelijke fase wordt dus voorafgegaan door een bestuurlijke fase.

Art. 9. De driemaandelijkse bijdragen worden berekend op basis van de driemaandelijkse aangifte die de werkgever dient over te maken aan de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid uiterlijk de laatste dag van de maand die volgt op het verlopen kwartaal.

HOOFDSTUK IV. - Toekenning en uitkering van de aanvullende voordelen

Art. 10. De in artikel 3 bedoelde werklieden hebben recht op aanvullende voordelen, waarvan het bedrag, de toekenningsvoorwaarden en de uitkeringswijzen worden bepaald bij collectieve arbeidsovereenkomsten gesloten in het Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden.

Art. 10bis. De sociale voordelen toegekend door het Fonds zijn de volgende:
Voordelen aan de werklieden:

- 1) Aanvullende uitkering van bestaanszekerheid
- 2) Aanvullende vergoeding bij brugpensioen
- 3) Anciënniteitspremie
- 4) Eindejaarspremie
- 5) Forfitaire ontslagvergoeding
- 6) Premie voor nieuwkomers binnen de sector
- 7) Vergoeding voor permanente vorming
- 8) Syndicale premie

Voordelen voor de werkgevers:

1. Vergoeding voor vorming

Art. 11. De uitkering van de aanvullende voordelen aan de werklieden mag niet afhankelijk zijn van de storting door de werkgever van de bijdragen die hem zijn opgelegd.

Art. 11 Bis. De toegekende voordelen zijn gratis voor de begunstigden. Aan de begunstigde mag geen enkele kost ten laste gelegd worden op de ene of andere manier.

Art. 12. Het Fonds kan ook geheel of gedeeltelijk tegemoetkomen in de kosten van de

beroepsopleiding en/of de sociale vorming met toepassing van sectorale collectieve arbeidsovereenkomsten.

HOOFDSTUK V. - Beheer

Art. 13. Het Fonds wordt beheerd door een paritair beheerscomité bestaande uit vier effectieve leden die de beheerders van het Fonds zijn.

De helft van de leden wordt aangewezen door en onder de leden van het Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden die op voordracht van de Nationale Federatie der Zagerijen benoemd zijn, de andere helft van de leden wordt aangewezen door en onder de leden van voormeld Paritair Subcomité die de werklieden van deze sector vertegenwoordigen. De leden van het paritair beheerscomité worden aangewezen voor dezelfde termijn als die van hun mandaat van lid van het Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden.

In geval van tijdelijke verhindering, vervangt het aangewezen plaatsvervangende lid het effectieve lid en oefent het diens bevoegdheden uit.

De functie van effectief lid van het paritair beheerscomité neemt een einde door ontslag, door overlijden of wanneer het mandaat van lid van het Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden verstrijkt, of door ontslag gegeven door de betrokken organisatie. Het nieuwe lid beëindigt het mandaat van degene die hij vervangt.

De mandaten van de leden in het paritair beheerscomité kunnen worden vernieuwd onder dezelfde voorwaarden als die waaronder zij zijn toegekend.

Art. 14. De beheerders van het Fonds gaan met betrekking tot de verplichtingen van het Fonds geen enkele persoonlijke verbintenis aan. Hun verantwoordelijkheid beperkt zich tot de uitvoering van hun beheersmandaat.

Art. 15. Het paritair beheerscomité telt een Voorzitter en een Vice-Voorzitter.

Het Voorzitterschap en het Vice-Voorzitterschap worden alternerend georganiseerd tussen de werkgeversorganisaties en de werknemersorganisaties en de duur van een mandaat betreft drie jaren.

Art. 16. Het paritair beheerscomité heeft de ruimste bevoegdheden voor het beheer en de administratie van het Fonds, onverminderd die welke door de wet of door deze statuten voorbehouden zijn aan het Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden. Het paritair beheerscomité kan een gedeelte van zijn bevoegdheden aan een directeur en aan welke mandataris ook van zijn keuze overdragen.

Het paritair beheerscomité heeft meer bepaald tot opdracht :

1. het personeel van het Fonds in dienst te nemen en te ontslaan;
2. toezicht te houden over en elke nodige maatregel te nemen voor de uitvoering van deze statuten;
3. de beheerskosten alsmede de quota van de jaarlijkse inkomsten die dienen om deze te dekken te bepalen;
4. zich soeverein uit te spreken over elk bijzonder geval dat hem zou worden voorgelegd met toepassing van een sectorale collectieve arbeidsovereenkomst, die kadert in de opdrachten van het Fonds;
5. elk jaar tijdens de maand juni schriftelijk verslag uit te brengen aan het Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden over de uitvoering van diens opdracht.

De directeur heeft in het bijzonder als opdracht:

1. De voorbereiding van de agenda van de vergaderingen
2. De uitnodiging van de effectieve en plaatsvervangende leden van het paritaire beheerscomité; de uitnodiging, de agenda en de eventuele documenten worden opgestuurd per gewone post of per elektronische post minstens vijf werkdagen voor de gezegde vergadering.

3. De redactie en de distributie van het verslag van de vergadering aan de effectieve en plaatsvervangende leden ten laatste een maand na de gezegde vergadering.

Art. 17. Het paritair beheerscomité vergadert ten minste tweemaal per jaar, na oproeping, hetzij door de voorzitter die ambtshalve handelt, hetzij door de directeur van het Fonds, op verzoek van een van de vertegenwoordigde organisaties.

Art. 18. De directeur van het Fonds woont van rechtswege de vergaderingen van het paritair beheerscomité bij en neemt het secretariaat waar. Hij is niet stemgerechtigd.

Art. 19. Het paritair beheerscomité kan alleen dan geldig beraadslagen indien elke representatieve organisatie aanwezig is.

De beslissingen van het paritair beheerscomité worden genomen met eenparigheid van stemmen van de aanwezige leden.

Alleen de effectieve leden en de plaatsvervangende leden die effectieve leden vervangen zijn stemgerechtigd.

HOOFDSTUK VI. - Toezicht

Art. 20. Overeenkomstig artikel 12 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de fondsen voor bestaanszekerheid, wijst het Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden een of verscheidene accountants aan om het boekhoudkundig beheer van het Fonds te controleren.

Hij brengt ten minste eenmaal per jaar in de maand juni verslag uit over zijn opdracht bij het Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden.

Bovendien licht hij het paritair beheerscomité van het Fonds regelmatig in over het resultaat van zijn onderzoek en doet hij de aanbevelingen die hij nuttig acht.

HOOFDSTUK VII. - Balans en rekeningen

Art. 21. Elk jaar op 31 december worden de balans en de rekeningen van het afgelopen dienstjaar afgesloten.

HOOFDSTUK VIII. - Ontbinding en vereffening

Art. 22. De ontbinding van het Fonds kan worden uitgesproken door het Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden. Dit beslist over de bestemming van de goederen en waarden van het Fonds na kwijting van het passief en geeft aan deze goederen en waarden een bestemming overeenkomstig het doel waarvoor het Fonds werd opgericht. Het Paritair Subcomité voor de zagerijen en aanverwante nijverheden wijst de in artikel ~~14~~ **13** bedoelde effectieve leden van het paritair beheerscomité als vereffenaars aan.

HOOFDSTUK IX – Bevoegdheid in geval van geschillen

Art. 23. In geval van geschil tussen de vertegenwoordigers van de arbeiders en van de werkgevers, vindt er eerst een bemiddeling plaats in het Paritaire Comité.

Indien de bemiddeling niet slaagt, komt het de arbeidsrechtbank van de zetel van het Fonds toe te oordelen met betrekking tot de geschillen betreffende de rechten en plichten die voortvloeien uit de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid.